

Les élus du « Grand Roissy » veulent leur supermétro pour 2025

VALÉRIE COLLET

À QUELQUES semaines de l'arbitrage qui sera rendu par Cécile Duflot sur le Grand Paris Express, le supermétro automatique en rocade prévu autour de la capitale, les élus du nord et de l'est de Paris sont montés au créneau mercredi. À l'issue d'une conférence de presse au cours de laquelle ils ont réaffirmé leur mobilisation pour que la « ligne rouge » (reliant Le Bourget au Mesnil-Amelot) soit réalisée à l'horizon 2025, tous ont signé une motion qui sera présentée au premier ministre.

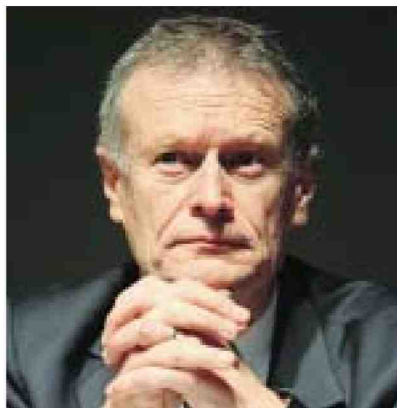
Depuis la remise mi-décembre du rapport Auzannet à la ministre en charge du Grand Paris, les élus du « Grand Roissy » ne veulent pas croire que la construction de leur ligne de métro sera reportée entre 2026 et 2040, comme le préconise Pascal Auzannet. Ils ont souligné les enjeux économiques et sociaux de ce projet censé désenclaver leurs territoires. La ligne améliorera le quotidien de 500 000 habitants. Elle stimulera les investissements privés, estimés à 6 milliards d'euros sur l'ensemble du Grand Roissy.

De son côté, le maire d'Aulnay souligne que pour revitaliser le site que PSA doit fermer à l'horizon 2014, la présence d'une nouvelle gare à proximité jouera un rôle clé. Mais l'ensemble du projet ne pourra pas être bâti d'ici à 2025 pour des raisons techniques et, surtout, financières. Questionnés sur la multiplicité de projets qui assureront la desserte de l'aéroport de Roissy, les élus s'insurgent : « La ligne CDG Express qui relie directement la gare de l'Est à Roissy et dont le coût avoisine le milliard d'euros n'est pas une desserte de nos territoires. Cela n'a rien à voir avec le Grand Paris », tempête l'un... Mais si les logiques du CDG Express et de la ligne rouge n'ont pas de rapport, la concurrence porte sur leur urgence et

sur le déblocage de fonds publics. « Le mérite de M. Auzannet est de dire que le gouvernement doit choisir aujourd'hui », rappelle Jean-Pierre Blazy, le maire de Gonesse. Pour se rassurer, tous répè-

tent que le pavé de Pascal Auzannet « n'est qu'un rapport écrit par un fonctionnaire » et que ses conclusions ne seront pas forcément suivies par le gouvernement.

Au final, la soixantaine d'élus signataires de la motion proposent que le projet dans son ensemble soit repensé, redimensionné en fonction des prévisions de trafic. Leur argument choc pour donner la priorité à la ligne rouge est avant tout social : leurs communes font partie des plus pauvres de France, avec un nombre important de bénéficiaires du RSA. La ligne rouge, c'est le « cœur battant » du nord-est de l'Île-de-France, s'enflamme le maire adjoint de Villeteuse. ■



Jean-Pierre Blazy, maire de Gonesse, est mobilisé pour la « ligne rouge ».

LAFITE/WOSTOK PRESS